

## Editorial : Pour la constitution d'un nouveau parti

**Malgré la victoire volée de Chirac en 2002, malgré les élections régionales et européennes gagnées largement par la gauche en 2004, malgré le Non au TCE en 2005 et la forte mobilisation contre le CPE en 2006... Sarkozy a confortablement gagné les élections présidentielles et si le tsunami annoncé pour les législatives n'a pas eu lieu, l'UMP détient la majorité à l'Assemblée.**

Pendant la campagne présidentielle, Sarkozy n'a pas hésité à draguer ouvertement les électeurs du front national, reprenant le slogan phare de Le Pen : « *la France, on l'aime ou on la quitte* » et en annonçant la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

Face à lui, le PS a donné dans la surenchère en termes de nationalisme (drapeaux dans tous les foyers) et d'autorité (encadrement militaire des délinquants), sans prôner de véritables mesures de gauche, mais en mettant tout comme Sarkozy la « valeur travail » au cour du débat.

La victoire de cette droite décomplexée est le signe pour beaucoup d'une droitisation de la société.

S'il est clair que cette élection a montré un virage à droite assumé du Parti socialiste, matérialisé notamment par la tentative d'alliance avec la droite version Bayrou, cela ne correspond pas à la réalité des travailleurs.

En effet, malgré les efforts de l'UMP et des médias dans ce sens, il n'a pas été possible de faire tourner la campagne autour des questions de sécurité tel que cela avait été fait en 2002. Au contraire, ces quelques mois ont vu le renforcement de l'activité du Réseau éducation sans frontière, les salaires et le pouvoir d'achat se sont invités dans le débat par le biais des salariés de PSA Aulnay, mais également de la Fnac...

Cette victoire de la droite n'a pas tardé à se traduire par des mesures antisociales : réforme de l'université, paquet fiscal (surtout un paquet cadeau pour les riches), franchise médicale... Le service minimum a également été adopté, véritable attaque contre le droit de grève.

Les mises en rétention de sans-papiers explosent d'autant plus qu'Hortefeux, le ministre des Rafles, a annoncé 125 000 arrestations pour atteindre l'objectif de 25 000 reconduites à la frontière par an.

### ***Une riposte de la gauche ?***

En trois mois, le PS a de plus en plus sombré dans la paralysie, les batailles d'appareil. Mais derrière cela, ce ne sont pas des projets alternatifs qui sont en cause. Entre un Strauss-Kahn qui a sorti les couteaux le soir même du 2<sup>e</sup> tour, prônant une alliance avec le centre et aujourd'hui en tournée pour se faire désigner à la tête du FM I (!), et le clan Royal, il n'y a aucune différence fondamentale.

La problématique du PS aujourd'hui est un combat interne pour savoir qui prendra la direction du parti. Et la préoccupation de Royal est de rester la candidate du Parti socialiste pour les cinq ans à venir jusqu'en 2012. Elle attend son heure et la bataille se mènera bien plus à l'intérieur du PS que contre l'UMP.

### ***Une défaite pour la gauche radicale***

Après un immense espoir représenté par le Non au référendum du 29 mai 2005, la gauche radicale a été incapable de présenter une candidature unitaire.

En cumulant les voix de Buffet, Besancenot, Bové et Laguiller, le score est inférieur à celui de 2002.

Il faut y voir sans aucun doute un effet vote utile. Il est sûr que de nombreux électeurs ont été trop traumatisés par l'obligation de voter Chirac au 2<sup>e</sup> tour pour faire barrage à Le Pen en 2002, pour reprendre ce risque. Dans cette situation, il n'est pas étonnant que des partis comme le PC et les Verts qui étaient identifiés comme membres de la gauche plurielle, et donc alliés naturels du PS, en aient fait les frais en premier lieu, même s'ils ont réussi provisoirement à enrayer leur chute aux législatives.

Les Verts paient également leur manque de clarté face au libéralisme (position pour le oui au TCE, soutien du pacte de Hulot).

Quant au PC, il poursuit sa déchéance entamée depuis 1981 et rendue inévitable depuis la chute du Mur.

Le score de Bové est particulièrement mauvais. La responsabilité en échoit moins à Bové lui-même, bien que sa campagne ait été relativement confuse et que ses déclarations (Hulot à l'écologie) aient confirmé qu'il était politiquement peu contrôlable, qu'au fait que sa candidature n'ait été qu'un ersatz de candidature unitaire.

L'échec de Bové ne démontre en rien qu'une candidature unitaire n'aurait pas convaincu. Cela démontre simplement qu'une candidature qui ne rassemblait pas des sections significatives des organisations représentant le Non de gauche, ne pouvait se proclamer être une alternative.

Il est impossible de dire ce qu'auraient été les résultats si la LCR s'était dès le départ impliquée dans les collectifs. Il n'en reste pas moins que les chances d'aboutir à une politique indépendante du PS auraient été bien meilleures avec une ligue pleinement partie prenante du processus que dans la situation que nous avons connue où la candidature de Besancenot avait été annoncée dès le mois de juin, laissant les mains libres au PCF, et abandonnant tous les militants des collectifs qui étaient bien plus proches de notre orientation.

## ***De lourdes responsabilités pour la LCR***

La LCR est la seule à s'en tirer correctement à gauche de cette élection, avec près de 300 000 électeurs de plus qu'en 2002 aux présidentielles.

Cette « victoire » doit être mise au crédit de la bonne campagne qu'a menée Olivier.

Elle valide la position de totale indépendance vis-à-vis du PS, mais également le profil unitaire qu'Olivier n'a cessé de défendre pendant toute la campagne.

En outre, les électeurs ont changé. Deux tiers de ceux qui avaient voté pour nous en 2002 n'ont pas réitéré ce choix. Et la LCR a réuni de nombreux nouveaux électeurs, avec un profil beaucoup plus populaire qu'en 2002. De plus, contrairement aux précédentes élections, l'érosion des votes entre présidentielles et législatives a été bien

moindre. Et s'il est clair que toutes les voix pour Olivier ne se sont pas traduites par un vote pour la Ligue, cela ne vient pas seulement d'un effet Besancenot mais également du mode de scrutin qui rend impossible toute représentation au Parlement.

Mais ces bons résultats nous donne également de lourdes responsabilités. Entre les centaines de milliers d'électeurs et les 3 000 militants de la Ligue, le fossé est énorme. Mais les plus de deux mille prises de contacts et les nombreuses adhésions sont une base saine de construction de l'organisation.

## ***Nouveau parti anticapitaliste***

Si la victoire de Sarkozy est une défaite pour notre camp, cela ne signifie pas la fin de la lutte des classes. Et le cycle entamé en 1995 ne s'est pas achevé du jour au lendemain, comme l'ont montré les luttes pendant la campagne elle-même.

Mais les dérives de la gauche réformiste sont telles, qu'on ne peut attendre d'elle qu'elle prenne la direction de la lutte contre Sarkozy.

C'est donc sur la gauche radicale que pèse cette responsabilité, et pour cela, les forces de la LCR ne suffiront pas. C'est pourquoi la construction d'une nouvelle force à gauche qui puisse incarner pour les travailleurs une alternative en termes politique et de lutte à la droite est plus que jamais d'actualité. Mais il est clair que la dynamique issue du vote contre le TCE et qui avait pris corps dans les collectifs ne pourra plus en être le moteur.

Ainsi, c'est dans cette situation, beaucoup moins favorable pour le regroupement que l'année dernière, que la majorité de la LCR propose de prendre l'initiative pour la construction d'un parti anticapitaliste large.

Mais pour être mené à bien ce projet nécessite que certaines conditions soient remplies:

- **Un parti anticapitaliste large n'est pas une ligue élargie** : L'audience de la LCR après les élections a augmenté et il est probable que les effectifs de la Ligue suivent la même tendance. Parmi les nouveaux militants adhérant sur le profil de la campagne, il est normal qu'une partie ne se retrouve pas d'emblée dans les idées et les analyses marxistes révolutionnaires. Mais cette hétérogénéité de l'organisation n'est pas un argument pour que la Ligue soit la base du nouveau parti anticapitaliste large. C'est pourquoi, même si nous pensons que la construction de ce parti ne peut pas être soumise à la recherche d'hypothétiques partenaires, il ne peut pas non plus seulement s'agir d'individus plus ou moins proches de la LCR.

Le nouveau parti doit également chercher à rassembler des courants faisant partis d'organisations politiques, des militants des collectifs antilibéraux et des collectifs Bové, des militants syndicaux et associatifs et tous ceux qui se retrouveront dans la lutte contre Sarkozy et sa politique, et l'indépendance face au PS.

- **Une nouvelle structure organisationnelle** : Tous ces différents courants doivent pouvoir s'exprimer, ce qui signifie trouver un mode d'organisation permettant un débat où tous sont représentés de manière équitable. La direction de la LCR ne peut se transformer en direction du nouveau parti. De la même manière, l'adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut être une condition.

## ***Construire la Ligue***

Pour que ce regroupement ait une chance de représenter une alternative à la gauche de gouvernement, sa construction ne doit pas se confondre avec celle de la Ligue. Ainsi, la première proposition de la majorité, selon laquelle le prochain congrès devait être une étape dans la construction du parti anticapitaliste était une erreur.

La réussite du regroupement passera nécessairement par un renforcement de la ligue. Les centaines de nouveaux militants doivent être intégrés dans l'organisation qu'ils ont rejoint. Cela passera par la formation, la diffusion de *Rouge*, les débats etc., et également par la préparation du congrès qui doit être l'occasion d'éclaircir au sein de la LCR notre rôle dans le regroupement.

En effet, si le regroupement avait abouti sur la base des collectifs, nous aurions défendu que la LCR en ait été la composante révolutionnaire. Dans la création de ce nouveau parti à l'initiative de la Ligue, le risque d'une dilution des idées révolutionnaires dans une organisation radicale sera encore plus grand.

Or dans le parti large, il sera nécessaire qu'existe un courant révolutionnaire, qui remette en cause la propriété privée, le rôle des institutions et de l'Etat...

Il faut donc envisager dès l'origine le mode d'organisation, de structuration et d'apparition des révolutionnaires. Pour cela, la ligue doit renforcer le ciment idéologique de ses militants. Cela signifie continuer d'affirmer ses principes de bases : la pré-éminence de l'analyse marxiste en premier lieu. Affirmer un courant révolutionnaire se revendiquant du marxisme n'étant pas du tout contradictoire avec l'ouverture de l'organisation à des courants non marxistes ou non révolutionnaires. Tout le monde a intérêt à ce que les choses soient claires.

A cet égard, le Manifeste adopté en dehors de tout débat sérieux dans l'organisation (lorsque la CN en a débattu, la version dont elle disposait était déjà dépassée), est révélateur des ambiguïtés et des difficultés de l'exercice. En dessous du ce que devrait être le Manifeste d'une organisation révolutionnaire, s'il est destiné à la nouvelle force il présente l'énorme tare d'avoir été écrit en dehors de sa construction. Cette question devra donc être posée.

La résistance à Sarkozy comme dynamique et base de la construction de ce nouveau parti

Si la LCR a eu comme défaut les deux dernières années de vouloir restreindre le rôle des collectifs à la construction des luttes en les privant de discussion « politiques », il serait dangereux aujourd'hui de tomber dans l'excès inverse. Nous devons donc contribuer à la construction et au fonctionnement de tous les fronts généraux et particuliers de résistance aux mesures anti-sociales mises en œuvre par le gouvernement. Ce sera un des cadres privilégiés de la construction de cette nouvelle force.

Nous continuons donc à militer pour la construction d'un nouveau parti qui représente une alternative politique pour le mouvement ouvrier.